



Analyse transfrontalière Frontière Burkina-Niger (Axe Fada-Niamey)

HSM | Janvier 2022

Suivi de la situation
humanitaire dans la zone
des trois frontières

Introduction

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, la criminalité et la montée de tensions entre les communautés. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière¹. Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le [Centre de Ressources](#) de REACH.

La méthodologie employée par REACH afin de collecter des informations dans la zone Trois Frontières est la méthodologie dite "Zone de Connaissance / Area of Knowledge". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées concernent les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC), et agrégées au niveau de la localité, du cercle et de la région. Un second volet a permis, au travers de groupes de discussion ou d'entretiens semi-directifs, de collecter des informations qualitatives selon l'évolution du contexte et des besoins en informations rapportés par la communauté humanitaire.

Contexte

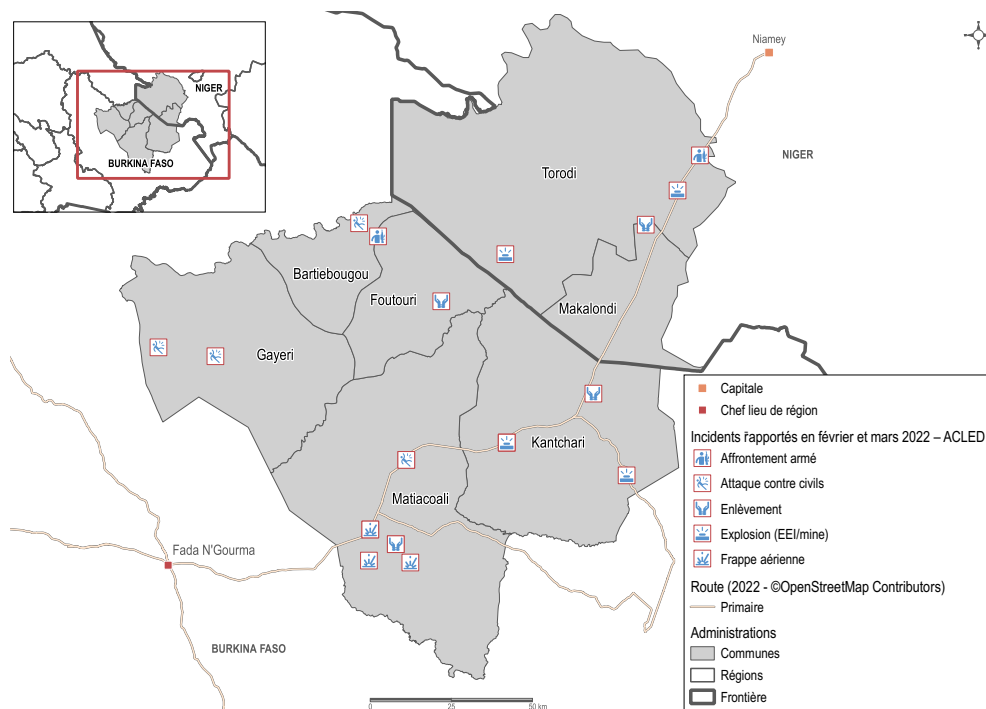
Depuis 2018, la frontière entre le Niger et le Burkina Faso est devenue une importante zone d'activités de groupes armés². A la frontière avec le Bénin, les groupes armés, établis dans la région du complexe forestier W-Arly-Pendjari, font régulièrement des incursions dans les localités³. La zone de rencontre entre la région de Torodi, au Niger, et les communes frontalières de Bartiebourgou, Foutouri, Gayeri, Kantchari et Maticoaoli au Burkina Faso, est particulièrement touchée par l'insécurité. En son centre, cette zone abrite en effet la forêt de Kodjagabeli, refuge de certains groupes armés, qui occupent également les localités frontalières.

Par ailleurs, la zone est également traversée par l'axe routier Niamey-Fada N'Gourma, entraînant des échanges commerciaux et des mouvements de population en transit vers les capitales des deux pays⁴. La zone est aussi le lieu d'activités agropastorales transfrontalières, notamment en ce qui concerne la transhumance du bétail⁵.

En raison de l'insécurité croissante dans la zone et de la détérioration de l'accès humanitaire, il est parfois difficile d'obtenir des informations sur la situation des populations vivant dans les localités frontalières. La présente factsheet vise à combler ce manque d'information en présentant des informations multisectorielles sur ces localités.

En outre, les sources secondaires ont souligné l'importance du commerce transfrontalier pour la prospérité économique des deux pays^{6,7} et la sécurité alimentaire des populations qui y résident⁸. Ainsi, cette factsheet met en lumière les dynamiques du commerce transfrontalier sur l'axe Fada N'Gouma-Niamey, l'un des principaux axes utilisés pour le transport de marchandises entre le Niger et le Burkina Faso.

Carte 1. Incidents sécuritaires récents dans les communes évaluées⁹
(janvier-février 2022)



Méthodologie

Au total, 74 IC ont été consultés et 65 localités ont été évaluées dans la région de Tillabéri au Niger (communes de Torodi et Makalondi) et la région de l'Est au Burkina Faso (communes de Bartiebourgou, Foutouri, Gayeri, Kantchari et Maticoaoli)¹⁰. Ces données ont été collectées entre le 9 et le 29 janvier 2022. En outre, deux entretiens semi-structurés ont été menés avec des transporteurs de part et d'autre des frontières afin de mettre en lumière les dynamiques du commerce transfrontalier sur l'axe Fada-Niamey. Sauf indication contraire, les réponses apportées par les IC se réfèrent à la majorité de la population de la localité dans une période de trente jours précédant l'entretien avec l'IC. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « % de localités ». **La couverture actuelle de l'évaluation est limitée, et les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.**

1 REACH, [Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel \(HSM\) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, novembre 2021](#)

2 REACH, [Suivi de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières, 2019-2021](#)

3 ACLED, [Sahel 2021: Communal wars, Broken Ceasefires and Shifting Frontlines](#), juin 2021

4 IOM, [Suivi des mouvements de transhumance \(TTT\)](#), décembre 2021

5 Idem.

6 Tralac, [Burkina Faso's intra-Africa trade and tariff profile for 2020](#), novembre 2021

7 Tralac, [Niger's intra-Africa trade and tariff profile for 2020](#), novembre 2021



Analyse transfrontalière Frontière Burkina-Niger (Axe Fada-Niamey)

HSM | Janvier 2022

Suivi de la situation
humanitaire dans la zone
des trois frontières

Protection et déplacements

% de localités évaluées où la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des 30 derniers jours

Zone Burkina



Zone Niger



La crise prolongée et multiforme qui sévit au Sahel Central continue d'engendrer des déplacements internes et transfrontaliers massifs de populations. Selon les IC, parmi les localités évaluées au Burkina Faso, 44% accueillait des PDI au mois de janvier. Cela a été principalement signalé à Gayeri (63% des localités évaluées) et à Matiacoali (50%). D'autre part, la présence des PDI était moins rapportée dans les localités évaluées au Niger (16%). D'après les IC, ces PDI venaient du département de Torodi au Niger et des provinces de Komandjari et Tapao au Burkina. Dans les deux pays, Les IC ont précisé que le principal facteur déclenchant ces déplacements était la prévalence de la violence dans les localités de départ (91%).

Principales inquiétudes de protection¹¹

Violence par un groupe armé
Restrictions de mouvement
Criminalité
Enlèvement
Harcèlement
Exposition aux IED
Vol de bétail

Zone Burkina

Zone Niger

	Zone Burkina	Zone Niger
Violence par un groupe armé	100%	74%
Restrictions de mouvement	67%	32%
Criminalité	59%	37%
Enlèvement	52%	11%
Harcèlement	52%	26%
Exposition aux IED	50%	32%
Vol de bétail	30%	32%

L'insécurité a continué à compromettre la sûreté des populations résidant dans les localités évaluées. En effet, selon les IC dans, les populations de 79% des localités étudiées ne se sentaient pas en sécurité, notamment dans les communes burkinabés. Avec la prolifération des groupes armés dans les zones frontalières, la crainte de la violence de ces groupes a été la plus évoquée comme la principale inquiétude de protection des populations dans les localités évaluées (93%).

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour subvenir aux besoins du ménage

Zone Burkina



Zone Niger



Dans les localités étudiées au Niger, le temps nécessaire pour atteindre la source, collecter l'eau et revenir était de 30 minutes ou moins (66% des localités évaluées), d'après les IC. Ce trajet prenait un peu plus de temps dans la majorité des localités évaluées du Burkina Faso, où les IC ont rapporté une durée allant de 30 minutes à moins d'une heure (55%). Les conditions d'assainissement rapportées étaient alarmantes, avec une majorité de populations au Niger (73%) et au Burkina (64%) pratiquant la défécation à l'air libre, ce qui exacerbe le risque de maladies oro-fécales mortelles, surtout chez les enfants¹².

Sécurité alimentaire et moyens d'existence

% de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population dans les 30 derniers jours

Zone Burkina



Zone Niger



Principales raisons du manque de nourriture¹³

Prix élevés/Manque d'argent
Stocks épuisés
Insécurité
Sécheresse

Zone Burkina

Zone Niger

	Zone Burkina	Zone Niger
Prix élevés/Manque d'argent	100%	57%
Stocks épuisés	86%	71%
Insécurité	79%	0%
Sécheresse	0%	29%

Dans les deux pays, l'insécurité alimentaire et la malnutrition ont atteint des niveaux sans précédent. Le Burkina Faso a enregistré une augmentation de 82% du nombre d'individus confrontés à la faim en situation d'urgence par rapport à l'année précédente¹⁴. Au Niger, 1,8 million de personnes risquent de connaître des niveaux d'insécurité alimentaire aigus d'ici la période de soudure de juin¹⁵. La situation risque d'être aggravée par le conflit en Ukraine et la hausse des prix des aliments de base et la baisse des importations qui en découlent. Au Burkina Faso, les IC ont indiqué que la majorité des populations d'environ un tiers des localités évaluées n'avaient pas accès à suffisamment de nourriture pour satisfaire leurs besoins. Le pourcentage était légèrement plus élevé dans les localités examinées au Niger (37% des localités évaluées). La stabilité économique des populations touchées semble être gravement entravée. Sans exception, de part et d'autre de la frontière, les IC ont rapporté que les principales activités de subsistance exercées dans les localités évaluées étaient perturbées au cours du mois précédant la collecte des données, surtout au Burkina Faso. Les trois activités de subsistance les plus touchées dans les deux pays étaient l'élevage (73%), la vente sur les marchés/commerce (73%) et le travail journalier (61%). Toutes ces activités figuraient parmi les sources de revenus les plus mentionnées de la majorité des populations des localités évaluées.

Abris

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de PDI où la majorité d'entre eux ne vivaient pas dans des conditions adéquates¹⁶ de logement

Zone Burkina



Zone Niger



Dans les localités évaluées où la présence de PDI était rapportée, les conditions de vie de ce groupe étaient principalement décrites comme adéquates au Burkina (80%) et au Niger (67%). Dans les localités évaluées au Niger où les IC ont rapporté que les PDI vivaient dans des abris inadéquats, les IC ont majoritairement rapporté que ceci est dû au manque d'espace clos suffisamment grand pour assurer la protection et l'intimité des résidents (50%). Au Burkina Faso, la raison la plus citée était le risque élevé d'éviction dû au manque de ressources économiques ou à l'insécurité foncière (38%).

⁸ GRDR, Lutter contre l'insécurité alimentaire dans les territoires transfrontaliers du Sahel

⁹ ACLED, Crisis Dashboard, mis à jour en février 2022

¹⁰ 19 localités au Niger et 46 au Burkina Faso ont été évaluées.

¹¹ Les IC étaient libres de sélectionner plusieurs options pour répondre à cette question

¹² UNICEF, Lack of toilets dangerous for everyone, novembre 2014

¹³ Sur les localités où les IC avaient signalé un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population

¹⁴ Courthouse News Service, Hunger grips Burkina Faso due to increasing jihadi violence, avril 2021

¹⁵ PAM, WFP Central Sahel Situation Report, janvier 2022



Analyse transfrontalière Frontière Burkina-Niger (Axe Fada-Niamey)

HSM | Janvier 2022

Suivi de la situation
humanitaire dans la zone
des trois frontières

Education

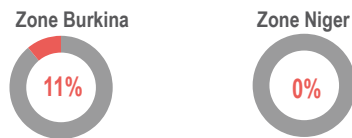
% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche



Du côté du Burkina, le facteur le plus cité derrière l'indisponibilité des services éducatifs était la fermeture des infrastructures sur décision du gouvernement en réponse aux conditions de sécurité volatiles (33% des localités évaluées)¹⁷. Au Niger, la raison la plus évoquée était l'absence d'enseignants (50%). Face à l'accès limité aux services éducatifs, aucune stratégie d'adaptation adoptée par les populations n'a été rapportée dans presque toutes les localités évaluées (91%).

Santé

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche



Alors que la plupart des résidents de presque toutes les localités du Burkina Faso et de toutes les localités du Niger avaient accès à des services de santé à une distance de marche, les services sanitaires accessibles semblent être beaucoup moins diversifiés dans les localités étudiées au Burkina Faso. Selon les IC, les seuls types de services de santé rapportés comme étant accessibles à distance de marche étaient les centres médicaux et les centres avec antennes chirurgicales.

Focus: Echanges commerciaux transfrontaliers

Commerce transfrontalier

Les échanges commerciaux entre le Niger et le Burkina Faso représentent une part importante du commerce intra-africain des deux pays¹⁹. Au moment de la collecte des données, les deux transporteurs interrogés ont indiqué que le transport transfrontalier de marchandises sur l'axe Fada N'Gouma-Niamey se poursuivait malgré la détérioration de la situation sécuritaire, entre autres facteurs. Selon l'un des IC, la fréquence du transport de marchandises varie en fonction de la période de l'année et des marchandises transportées. Par exemple, l'IC a expliqué que le transport de produits agricoles augmente après la saison des récoltes et celui des produits forestiers après la saison des pluies.

Flux commerciaux sur l'axe Fada - Niamey²⁰

	Flux commerciaux sur l'axe Fada - Niamey ²⁰
Marchandises ²¹	Bétail et volaille Céréales Fer Denrées alimentaires Produits forestiers
Point de passage	Poste-frontière
Points de passage alternatifs	Points de passage non officiels
Moyens de transport	Camions

Communication et redevabilité

En contraste avec les localités nigériennes examinées (5% des localités examinées), l'accès à l'information dans les localités évaluées au Burkina Faso semble être particulièrement limité, avec la majorité des populations dans la moitié des localités ayant des difficultés à accéder à de l'information sur l'aide humanitaire, selon les IC. Au Burkina Faso, dans les localités où des obstacles à l'accès à l'information ont été rapportés, les IC ont expliqué que cela était dû à l'instabilité des conditions sécuritaires (96%). Alors que les populations des localités évaluées présentaient des besoins multisectoriels aigus, la présence de l'aide humanitaire était quasi inexistante du côté du Burkina (85%) et du Niger (89%), d'après les IC.

Principaux secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population¹⁸

Secteurs d'intervention	Zone Burkina	Zone Niger
Sécurité alimentaire	74%	95%
Protection	37%	53%
EHA	26%	42%
Moyens d'existence	33%	26%
Santé	28%	26%
Education	28%	16%
CASH	4%	21%
AME	17%	11%
Abris	2%	0%
Nutrition	7%	0%

Fermetures totales ou partielles de l'axe

Selon les IC, ces dernières années, le commerce transfrontalier sur l'axe Fada N'Gouma-Niamey a été fortement perturbé par un amalgame de facteurs. Ils ont rapporté que la propagation du COVID-19 en 2019 et la fermeture subséquente des frontières terrestres ont paralysé tout transport de marchandises. Au moment de la collecte des données, les IC ont mentionné que le commerce transfrontalier ne s'est toujours pas complètement remis des répercussions de la pandémie. En outre, des fermetures partielles récurrentes de l'axe ont été rapportées en raison de la situation sécuritaire volatile et du changement de régime. Selon l'un des IC, ces facteurs ont mis en péril le fonctionnement des marchés, la stabilité économique des commerçants et l'accès des populations à la nourriture.

Risques de protection

D'après les IC, les transporteurs de marchandises risquent leur vie au quotidien en empruntant l'axe liant Fada et Niamey. Selon les transporteurs interrogés, la présence de groupes armés le long de l'axe a augmenté dans les 30 jours précédant la collecte des données. Ils ont souligné qu'il y avait eu une augmentation du nombre de points de contrôle non officiels et des cas fréquents d'enlèvement et de meurtre. Un IC a ajouté que les incidents de destruction de marchandises par les groupes armés ont également augmenté au cours des 30 jours précédant la collecte. "Tant qu'elles ne sont pas arrivées à destination, les personnes qui empruntent l'axe ne sont jamais en paix", a rapporté un IC.

¹⁶ La définition de «adéquates» est laissée à la discrétion de l'IC.

¹⁷ Pour davantage d'informations sur l'impact de l'insécurité sur l'accès à l'éducation dans la région de l'Est, voir REACH, *Insécurité et accès à l'éducation, Région de l'Est, Burkina Faso*, novembre 2021

¹⁸ Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois secteurs prioritaires.

¹⁹ Union Africain, *Statistiques du commerce international africain*, 2020

²⁰ Informations rapportées par les deux transporteurs interrogés.

²¹ Veuillez noter que la liste n'est pas exhaustive.